

« Si Voo était à vendre, on ferait offre »

PRESSE Le CEO de Rossel défend les synergies entre médias d'information et télécoms

► Bernard Marchant était auditionné au Parlement francophone.

► Il a déploré l'absence de régulation du marché.

Les auditions sur le secteur économique de la presse et les Editions de l'Avenir (EDA) ont repris ce jeudi au sein d'une commission conjointe du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et du Parlement de Wallonie. Les parlementaires ont entendu des représentants des syndicats et des journalistes des groupes Rossel (*Le Soir, Sud-presse*) et IPM (*La Libre, la DH*) ainsi que des responsables de l'Autorité belge de la concurrence.

Mais c'est l'audition de Bernard Marchant, le CEO du groupe Rossel qui était la plus attendue. Cet éditeur a multiplié ces derniers

temps les synergies avec les EDA, propriété du groupe Nethys, que ce soit au niveau publicitaire ou de l'impression. Beaucoup estiment - notamment dans le monde politique - qu'il s'agit des prémices d'une absorption pure et simple de celles-ci par Rossel ce qui donnerait à cet acteur un poids très important sur le marché (75 %) et constituerait un danger pour le pluralisme de la presse. Bernard Marchant a toujours nié que ces synergies préfiguraient un rachat. Il n'en était pas moins attendu au tournant par certains parlementaires, ce qui a provoqué quelques échanges musclés.

Le nombre de rédactions

Pour lui, il faut arrêter de croire que des synergies conduisent forcément à un rachat. « Le contexte

concurrentiel a complètement changé en vingt ans. On n'est plus dans notre petit monde fermé mais dans un monde globalisé. Nos concurrents ne sont plus les

autres éditeurs mais Google ou Facebook. Mutualiser nos moyens est une nécessité pour avoir une taille critique suffisante. On collabore avec L'Avenir c'est vrai, mais aussi avec IPM ! On est allé chercher ensemble de l'argent auprès de Google (Fonds pour l'innovation numérique de la presse) pour développer un algorithme de recommandation. En France, *Le Figaro* et *Le Monde* sont imprimés sur les mêmes rotatives. Personne pourtant ne spéculait sur le fait que *Le Figaro* va racheter *Le Monde* ». Il ne se fixe qu'une seule limite à la création de synergies : « Lorsqu'on touche à la question du contenu et des rédactions. En matière de pluralisme, ce n'est pas le nombre d'éditeurs qui compte mais bien le nombre de rédactions qui portent un projet et des valeurs via des marques d'information. »

A la question de savoir s'il voulait racheter *L'Avenir*, Bernard Marchant a pris l'assistance à

contre-pied indiquant que si... « *Voo* était à vendre à un prix acceptable », il ferait offre. « Je préfère acheter *Voo* plutôt que *L'Avenir*. Si Rossel devait se développer

plus fortement sur le marché belge, on serait intéressé par un opérateur télécom ». Pour lui, les synergies entre médias d'information et télécom sont évidentes, épousant ainsi le raisonnement de Nethys qui veut assurer le futur des EDA en resserrant les liens avec son pôle télécom Voo. Un avis qui tranche avec celui du CEO d'IPM, François le Hodey, qui avait affirmé lors de son audi-

tion que les synergies entre presse et télécom ne fonctionnent pas.

« *Le télécom* est un très beau canal de distribution pour la presse, a ajouté Bernard Marchant. *La Voix du Nord* (NDLR : journal régional du nord de la France appartenant à Rossel) vend 8.000 exemplaires de plus par jour grâce à son accord avec SFR (NDLR : qui propose un kiosque de journaux numériques à ses abonnés). Pour en revenir aux EDA, il a fini par préciser que si elles étaient mises en vente, il ferait offre. « Mais c'est aux actionnaires à décider, pas à un Parlement. Il y a une différence entre le monde politique et économique. Si on mélange les deux,

c'est dangereux ».

Là où les politiques peuvent agir en faveur du pluralisme - et ne le font pas à l'entendre -, c'est au niveau de la régulation du marché. « Si on n'obtient pas cette régulation au niveau européen et régional, c'est évident que le pluralisme va disparaître, a-t-il prévenu. Il a renvoyé à la difficulté pour les éditeurs d'obtenir au niveau européen un droit voisin du droit d'auteur qui leur permettrait d'être en position de force face aux Google et Facebook pour obtenir une juste rémunération pour les contenus. Il a aussi pointé le poids de la RTBF sur le marché publicitaire. « Sur un marché aussi petit que la Belgique francophone, c'est une erreur fondamentale que de permettre à un acteur public d'avoir un accès à la pub alors que c'est une ressource rare. Les moyens de la RTBF sont supérieurs à ceux de tous les acteurs du privé alors ne vous étonnez pas que des questions de pluralisme se posent », a-t-il lancé aux parlementaires. ■

JEAN-FRANÇOIS MUNSTER